

Lycéens professionnels rémunérés, évaluations dévoilées... comment Macron veut transformer l'école

Ce jeudi, le président-candidat a présenté les grandes lignes de son programme, où l'éducation tient une place centrale. Nouvelles missions pour les profs, évaluations rendues publiques, autonomie des écoles, et un « changement de méthode » promis par le chef de l'Etat.

Par [Thomas Poupeau](#)

Le 17 mars 2022 à 17h08, modifié le 17 mars 2022 à 20h20

Un « immense chantier » selon Emmanuel Macron : l'éducation est l'un des thèmes phares du [programme du président candidat, présenté ce jeudi après-midi](#). Au menu : des annonces dont certaines très libérales, parfois choc, qui pourraient - s'il est réélu en avril - changer la face du système éducatif français.

Parmi elles, « l'augmentation salariale des enseignants »... mais sur la base de nouvelles missions. Pas de revalorisation générale à prévoir, mais un « pacte » avec les profs pour assurer le remplacement de leurs collègues absents, assurer un suivi individualisé des élèves, et s'investir dans le périscolaire, en échange d'une hausse de salaire. Ceux qui ne seraient pas volontaires ne pourraient prétendre à des augmentations. « Il faudrait déjà que nos missions existantes soient considérées à leur juste valeur », rétorque Stéphane Crochet, du SE-Unsa, un syndicat pourtant réformateur. « En comptant mes heures de travail hors classe, je suis à plus de 40h par semaine. [Pour 1 700 euros nets, c'est ça le souci](#) », abonde Camille, jeune instit Seine-et-Marne.

Sur le contenu, [les mathématiques](#) seront réintégrées au tronc commun de terminale. Quid des évaluations, des tests organisés au niveau pour les élèves de CP, CE1, 6e et seconde au lycée ? Au motif de la « transparence », elles seront rendues publiques, établissement par établissement. Objectif : « Voir là où certains professeurs réussissent et comment », dit Macron. Bonne nouvelle pour Audrey, une maman du 93 : « Je vais enfin pouvoir jauger l'école de mes deux fils, car en l'état, c'est occulte ! » Mais côté Snes-FSU, le principal syndicat des collèges et lycées, « transparence rime avec concurrence », grince sa porte-parole Sophie Vénéitay, qui craint que cela ne débouche en réalité sur un « renforcement des inégalités géographiques, sociales et scolaires » entre établissements.

« Nous ne sommes pas qualifiés pour faire des ressources humaines »

Sans surprise, le président candidat a aussi fait de la plus grande autonomie des primaires une priorité, et généralisera l'expérimentation lancée à Marseille dans 48 écoles où les directeurs peuvent recruter eux-mêmes leurs enseignants. « Nous ne sommes pas qualifiés pour [faire des ressources humaines](#) », rétorque Nathalie, qui dirige une école REP dans l'Eure. « Cela permet de souder l'équipe autour d'un projet », répond Karine, directrice d'un groupe scolaire privé, où ce modèle existe déjà.

En revanche, les annonces sur le handicap font l'unanimité : des contrats de 35 heures seront proposés aux AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap), qui disposeront ainsi d'un contrat de travail plus attractif. « C'est une bonne solution : dans mon école, une seule AESH se partage quatre élèves... On en manque », souligne Nathan, enseignant dans l'Oise. Aujourd'hui, 125 000 AESH, tous à temps partiel, sont chargés d'accompagner 400 000 enfants handicapés. « C'est positif, mais on regardera cela de près », promet Stéphane Crochet.

Les filières sans réel débouchés seront « déréférencées »

Un autre gros morceau concerne [le lycée professionnel](#), qui scolarise 700 000 élèves. Les lycéens en alternance seront rémunérés. « Une bonne chose car les élèves viennent tous de familles désargentées », note Sélim, prof d'un lycée pro de Moselle. Par ailleurs, dans l'objectif de revenir au plein-emploi « d'ici cinq ans », les filières sans réel débouchés seront « déréférencées », et l'on tendra vers des formations « courtes et professionnalisantes », et « plus ouvertes sur l'entreprise ».

Mais comment s'assurer la mise en place de ces annonces... sans se mettre à dos tout le monde ? Emmanuel Macron promet une « large concertation de quelques mois » en début de quinquennat. Seront conviés : les profs, bien sûr, mais aussi les parents, les élèves (du second degré) et les élus locaux. Côté finances, ce sont 12 milliards d'euros qui seront dévolus, sur cinq ans, aux sujets

éducation et jeunesse, dont 6 milliards pour la masse salariale. **Un tour de table aux airs de déjà-vu pour Stéphane Crochet : « C'est un [Grenelle de l'Éducation](#) bis ! »**